

# Le groupe Partouche mise sur le casino virtuel

Le futur chef de guerre de Partouche, Frédéric Vinzia, un ancien de Canal+, qui doit prendre la direction de la division interactive du groupe à partir du 3 avril va avoir la difficile tâche de propulser le groupe à la pôle position des jeux d'argent en ligne.

Ce secteur est en plein boom. Désormais, il est possible de jouer depuis son mobile, le web et dans un avenir proche directement à partir de sa télévision. Le marché est donc plein de promesses, mais il y a un problème puisque la société française et confrontée à une législation particulièrement sévère. Rappelons en effet, quel les jeux en ligne sont pour l'instant interdits, à l'exception de la Française des Jeux. Interrogé par le quotidien économique *Le Figaro*, Patrick Partouche juge cette situation inacceptable estimant : « *Il s'agit d'une situation volontairement entretenue par la Française des jeux* ». Le monopole a de quoi dresser les cheveux sur la tête du p-dg du groupe éponyme. Car miser sur des jetons « pixellisés » est possible sur le site de la Française. Patrick Partouche annonce d'ailleurs qu'il va déposer une plainte devant la Cour européenne de justice, les mauvaises langues diront qu'il est mauvais joueur, les amateurs de poker salueront son flair. Dans le domaine du jeu en ligne la situation est pour le moins opaque puisqu'il existe bien des casinos virtuels labellisés « frenchie », mais ils sont basés hors de France. Ils disposent donc de licences étrangères, qui ne rapportent rien à l'Etat. Cette situation devrait évoluer d'autant que Patrick Partouche donne des signes de bonne volonté expliquant dans les colonnes du journal qu'il est prêt « *à accepter un prélèvement de 20% du produit brut sur les jeux en ligne* ». Pour le charismatique patron du groupe français, le jeu en ligne est le futur eldorado de la téléphonie mobile, et il donne cinq ans à sa société pour relever ce pari et arriver à ses fins. Enfin, il faut préciser que les gains liés aux jeux en ligne sont estimés **à 15 milliards de dollars**.